

Crédit des ménages, discrédit d'un gouvernement

«...Moi, si j'étais le gouvernement...» C'est ce que l'on entend souvent dans les cafés en guise de récrimination. N'empêche que nous aussi si nous étions d'inconditionnels partisans de ce gouvernement, nous serions cette fois-ci extrêmement perplexes après la promulgation de cette fameuse (fumeuse) loi de finances complémentaire.

Interdire d'un trait de plume et à la sauvette le crédit à la consommation des ménages constitue, à l'évidence, un acte politique rédhibitoire en ce sens qu'il alourdit un climat social déjà tendu.

Plus qu'une erreur de gestion, une telle mesure est d'ores et déjà interprétée comme une atteinte à la dignité de milliers de salariés. Une nouvelle source qui irriguera l'impopularité déjà notoire du pouvoir.

Le vent du boulet se lèvera sûrement dans quelques semaines quand les catégories sociales concernées sauront, par elles-mêmes, ce que cachent les «bonnes intentions» de ce gouvernement.

Elles, à qui l'on a expliqué qu'il y allait de l'assainissement des finances publiques et de la préservation du pouvoir d'achat des ménages en leur évitant le surendettement, découvriront alors que l'austérité à laquelle elles sont «conviées» est non seulement sélective à leurs dépens mais discriminatoire au regard du train de vie de l'Etat dont les dépenses somptuaires scandalisent par leur inutilité.

Dans une tribune libre publiée par un journal algérien⁽¹⁾, un économiste constatait avec justesse que «... l'application de cette mesure est une

preuve de plus de l'invisibilité à long terme, l'absence de planification et l'incohérence des orientations économiques dans le pays».

Dans les faits, cela revient à instruire un procès en incompetence d'un gouvernement ruineux. C'est donc ce vent du boulet social qui guette désormais un Premier ministre maladroît dans ses arbitrages et l'argentier de l'Etat se révélant sous les traits d'un technocrate obtus.

Car il va de soi que ce tandem est en train de faire l'unanimité contre lui, le plaçant dans l'inconfortable situation de clarifier une démarche dont les experts les plus prudents la trouvent intempestive par son impact psychologique et peu rémunératrice pour la santé financière de nos banques.

Chiffré à environ un milliard de dollars, le crédit à la consommation ne coûte finalement qu'un peu plus que ce qui a été dépensé par un festival Panafricain raté et d'autres festolements au rabais. L'on pourrait même pousser la comparaison jusqu'à demander à Ouyahia à quelle hauteur l'argent public a servi à arroser les réseaux d'allégeance au 3^e mandat.

Toujours dans le chapitre du mécontentement provoqué par cette loi de finances complémentaire, l'on décèle étonnamment les coups de boutoir d'une partie du patronat (la Cipa) et qui sonnent comme le désaveu d'un allié du pouvoir. Une critique sans détours de la part d'une confédération jusque-là considérée comme le socle et le relais des options libérales du régime.

Dans l'autre versant de la société, là où nichent les classes pauvres, l'on continue à lui reprocher ses mauvaises approches des problèmes de l'emploi et des bas revenus. D'un côté comme de l'autre, les procès d'intention se multiplient.

De la part du patronat, l'on retient contre lui sa frilosité face à un système bancaire bancal quand chez les salariés l'on souligne que l'échelle des revenus n'a jamais été autant inégalitaire.

Enfin pour mieux forcer le trait et caricaturer l'incompétence de ce gouvernement, ces derniers lui rappellent incessamment que l'impôt sur la fortune et le patrimoine, dont il se gausse, n'est qu'une immense plaisanterie. C'est-à-dire de la rhétorique de politiciens destinée tout juste à anesthésier la contestation.

A la vérité la liste des inquiétudes, porteuses des germes de la grogne et du désenchantement, est tellement longue que même les courants hostiles au chef de l'Etat ne souhaitent pas moins, de nos jours, qu'il sorte de sa réserve, abrège son congé et vienne peser de son autorité pour que son gouvernement revoie sa dernière copie.

C'est qu'en ces temps incertains où la confusion règne en maîtresse, l'inaptitude ministérielle constitue la pire maladie pour le pays. Tout en craignant le pire, les Algériens savent parfaitement ce que valent les compétences de certains de ces ministres.

A dire les choses avec mesure, l'on serait enclin à être moins sévère avec Ouyahia

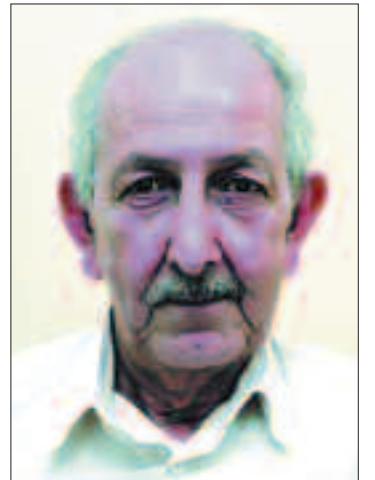
tant il est vrai que dans son rôle d'intendant général dans un système fondé sur les castes et des lobbies d'intérêt, ses arbitrages sont loin de la raison d'Etat et plus près du «tâcheronage» quasi mafieux. Tout comme son prédécesseur Belkhadem, dont il a d'ailleurs hérité de la grande majorité de l'Exécutif, son action se résume à des petits compromis internes.

Ratant ce premier examen post-troisième mandat, en choisissant de pénaliser une partie des Algériens afin de désamorcer la crise qui s'annonçait avec l'Union européenne au sujet de la rétroactivité de la loi portant obligation d'ouverture du capital étranger au patronat national, il nous donne une curieuse définition du «patriotisme économique».

Certes la fin du crédit à la consommation va en grande partie assécher les filières commerciales étrangères mais pourquoi veut-il ignorer qu'il pose dans le même temps un grave problème à ses compatriotes sans possibilité d'épargne et qui n'ont d'autre recours que la petite dette chronique pour changer de qualité de vie.

L'austérité n'est vertueuse que lorsqu'elle est équitablement répartie. Or elle ne l'est pas chez nous quand la gabe-gie dans la gestion de l'argent public profite exclusivement aux grandes fortunes.

Le Premier ministre Ouyahia est un habitué de ce genre de provocation politique. Déjà en 1996, sous la présidence de Zeroual, n'a-t-il pas été l'auteur de la plus impopulaire ponction sur les salaires ? En ce temps-



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

là, il trouva en face de lui un syndicaliste de grande conviction morale pour le menacer d'une grève générale. Hélas n'est pas Abdelhak Benhamouda qui le veut et moins encore son successeur actuel dont on n'a pas encore entendu le moindre commentaire sur cette mesure choquante parce qu'elle est éminemment injuste.

Dans deux semaines, au plus, les vacances prendront fin. Et ce sera alors le moment pour Ouyahia de venir devant l'opinion s'expliquer sur cette étrange feuille de route.

B. H.

(1) Lire l'analyse de Mohamed Chabane, chercheur au Laboratoire d'économie et de science sociale de Rennes (France), publiée par *Le quotidien d'Oran* en date du 6 août.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Pourquoi vouloir remplacer l'irremplaçable ?

Ramadan. L'Union générale des commerçants et des artisans a appelé au sens de la responsabilité des commerçants.

Ouf ! Je suis rassuré !

Ça vire à la paranoïa ! On le voit partout. On le signale en plusieurs endroits à la fois. Un jour, il est à la tête des «Généralités libres». Un autre jour, il se voit appeler à prendre la direction de Ahd 54 par un groupe de dissidents de ce parti. Demain, qui sait ? Peut-être nous annoncera-t-on Saïd, patron du FLN, du RND, du MSP, du WAT ou d'une tout autre «ONG» gouvernementale. Il est frappant que ce genre de «débats», de sujet captivant, intervienne au lendemain de l'élection de son aîné, Abdekka, à la tête du pays. Logiquement, avec un mec que l'on réélit pour la 3^e fois à la direction du pays, c'est de lui et de lui seul que l'on devrait parler.

Son investiture, qu'on le veuille ou non, est encore toute fraîche. Il vient à peine de se rasseoir sur le trô... fauteuil. Et sa reconduction est le fruit d'un plébiscite, d'un véritable raz-de-marée populaire. Yek

c'est ça, je ne me goure pas ? Pourquoi alors, au petit lendemain de ce succès incontestable, de cette preuve d'amour multipliée par 3, on ne parle plus que de la succession du vainqueur ? Ce n'est pas logique. Y a un truc qui cloche.

A quoi sert-il donc de plébisciter un homme si l'ombre de son frère nous est sortie aussitôt après le dépouillement des bulletins ? Qu'on laisse le vainqueur éclatant de l'élection nous prouver, comme il l'a démontré à deux reprises déjà, que nous avons eu raison de re-re-re voter pour lui.

C'est typiquement algérien comme comportement. On ne laisse jamais les gens qui travaillent travailler jusqu'au bout. On met en permanence des bâtons dans les roues des dirigeants qui ont un projet ambitieux pour le pays. C'est encore plus vrai pour ceux qui traînent ce projet depuis 3x5 ans ! Non seulement, on les bloque, on les parasite, mais, fait nouveau, inédit et limite diabolique, on dresse maintenant devant eux, en travers de leur route leurs cadets comme épouvantail. C'est machiavélique ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com